



HAL
open science

Introduction : le rôle de la ville dans le lutte contre les discriminations

Arnaud Alessandrin, Johanna Dagorn

► To cite this version:

Arnaud Alessandrin, Johanna Dagorn. Introduction : le rôle de la ville dans le lutte contre les discriminations. Le rôle de la ville dans la lutte contre les discriminations, 2020. hal-03105884

HAL Id: hal-03105884

<https://hal.science/hal-03105884>

Submitted on 11 Jan 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

INTRODUCTION Le rôle de la ville dans la lutte contre les discriminations

Johanna Dagorn et
Arnaud Alessandrin¹

Usages, accès et expériences urbaines au prisme des discriminations

Quel est le rôle de la ville dans la LCD (Lutte Contre les Discriminations) ? C'est à cette question que nous avons tenté de répondre les 23 et 24 avril 2018 lors d'un colloque pluridisciplinaire organisé à Bordeaux. Pourquoi interroger le niveau municipal dans la lutte contre les discriminations ? Peut-être parce qu'à l'instar des premiers sociologues de la ville, la scène urbaine est un théâtre privilégié d'analyse des rapports sociaux, et donc des rapports discriminatoires. Peut-être aussi parce que l'actualité relative aux actes et propos sexistes, homophobes, racistes ou antisémites s'est, pour beaucoup, concentrée sur l'espace public, la rue, les transports les commerces. Peut-être aussi parce que les injonctions politiques visant à accompagner les villes dans le déploiement de leurs PLCD – Plan de Lutte Contre les Discriminations – ne portent pas toujours leurs fruits et que le maintien d'inégalités et de discriminations urbaines se fait ressentir dans le récit des habitant.e.s.

Peut-être enfin que notre rapport, en tant que citoyen.ne.s, à la lutte contre les discriminations, est plus quotidiennement marqué par des actions municipales que nationales, dans nos engagements associatifs locaux, dans notre présence dans les actions municipales visibles sur les territoires (semaines de lutte contre les discriminations, journées contre le racisme, le sexisme, l'homophobie, campagnes d'affichage, etc.). Mais si les niveaux supranationaux et nationaux ont beaucoup été interrogés dans leurs rapports aux productions de normes, que si les échelles institutionnelles (l'entreprise ou l'école) ont-elles-aussi été discutées, c'est à l'action municipale (ou métropolitaine) que nous nous intéressons ici.

¹ Pour citer cet article : Alessandrin Arnaud et Dagorn Johanna « Introduction », *Le rôle de la ville dans la ville contre les discriminations*, MSHA, pp : 19-26, 2020

On devra d'emblée souligner des portes d'entrées largement empruntées pour étudier ce lien entre « ville » et « discriminations », en premier lieu les questions d'usages de l'espace public et donc, en creux, les volontés citoyennes de réappropriation de ces espaces.

On pourra penser aux questions relatives à l'accessibilité des espaces publics telles que les rues, les transports publics ou les services publics pour les personnes à mobilité réduite ou en situation de handicap (Reichhard et Rachedi-Nasri, 2016 ; Vidal et Mus, 2009). Plus généralement, c'est l'ensemble des recherches autour de la place minorités dans l'espace public qui interroge ce lien. Quelques spécificités toutefois sont à noter. La question du racisme, par exemple, est peu mise en lumière avec l'usage de la ville (Demintseva, 2012 ; Touil, 2011). Plus généralement ce sont des espaces très limités de la ville qui sont les médiateurs de l'analyse du racisme, notamment les quartiers prioritaires (Coignet, Marchiset, 2010 ; Lapeyronnie, 2008). La territorialisation du racisme aux quartiers prioritaires de la ville n'est pas sans interroger une certaine

« uniformisation » de ces quartiers et de leurs habitant.e.s ainsi qu'un certain « rétrécissement » de la lutte contre les discriminations racistes à ces seuls espaces (Doytcheva, 2016). Depuis de récentes années, la notion de racisme n'est cependant plus seule à distinguer l'expérience discriminatoire en QPV puisque le concept d'« islamophobie » arpente le même chemin (Houda, 2014).

Nous le disons, ce sont bien souvent les questions d'usages de l'espace public par les minorités qui rassemblent les notions de « ville » et de « discriminations ». Récemment c'est très certainement les thèmes du sexisme et du harcèlement de rue qui ont occupé l'actualité médiatique comme académique à ce sujet (Dagorn et Alessandrin, 2019 ; Lapalud, Blach et Roussel, 2016). À l'inverse des questions relatives au racisme, c'est ici plus nettement les centres urbains, les espaces de loisirs et les mobilités qui sont interrogées. Aux côtés des événements sexistes, les LGBTI¹ phobies sont bien moins documentées, alors même que l'année 2018 fut particulièrement marquée par une violence homophobe et transphobe dans l'espace public. Pourtant, les expressions urbaines de réappropriation des espaces et des visibilité publiques par les LGBTI ont été un axe de recherche important (Leroy, 2010).

1. Lesbiennes, Gays, Bisexuelles, Trans, Intersexes.

La ville ne se limite pas à un espace public : habiter la ville c'est aussi bénéficier de services dont elle est (elle, la métropole ou des délégataires) responsable. Plusieurs pistes thématiques ont été envisagées afin d'explorer le couple « discriminations – villes » : la police municipale (Jobard ; 2012), l'habitat (Belqasmi, 2007), les transports publics (Dagorn et Alessandrin, 2018), l'emploi (Meziani, 2014), les services de sports (Liotard, 2017), les loisirs (Amsellem-Mainguy, Porte et Cortesero, 2018), ou bien encore la culture (Bord, 2018). Tant de sujets qui sont bien souvent esquissés lorsqu'il s'agit de traiter non pas des inégalités mais des phénomènes discriminatoires. C'est dire combien il convient d'extraire les services publics du « mythe » ou du « postulat » de la bienveillance infaillible (Lorcerie, 2010) mais également de cumuler les questions d'inégalités, de ségrégations etc. avec celles de discriminations.

Regards croisés autour des discriminations et de la ville

Face à cela, ce livre restitue les échanges et communications qui ont émergé lors de la journée d'étude intitulée « quel est le rôle de la ville dans la lutte contre les discriminations » (2018). Pour introduire ce livre nous avons souhaité donner carte blanche à Corinne Luxembourg. Connue pour ses travaux sur la place des femmes dans la ville (2017) et sur les villes industrielles (2013), la préface de la géographe nous invite à re-contextualiser la ville dont nous parlons, c'est-à-dire, pour reprendre ses termes, à l'inscrire dans son évolution néolibérale. C'est à partir de ce constat que Corinne Luxembourg interroge la notion de ville « inclusive » : inclure est-ce toujours lutter contre les discriminations ? Mais la gestion concurrentielle des espaces n'est pas seulement une question politique. C'est tout aussi bien « d'espaces vécus » dont il s'agit, c'est-à-dire de subjectivités et d'émotions citoyennes. Les chapitres qui composent ce livre restituent également cette oscillation.

Un premier couple d'articles se propose d'interroger les politiques antiracistes dans la ville. À travers un retour sur une recherche-action menée à l'échelle d'une ville française, Yoann Lopez retrace les grands résultats et les grandes préconisations politiques qu'il défend afin de travailler communément les phénomènes mémoriels et la lutte contre le racisme. Dans une veine plus comparative, Anouk Flamant nous accorde un entretien sur sa thèse concernant l'appropriation, par trois villes

françaises, de la notion de « lutte contre le racisme ». Ces premiers articles donnent à voir une première tension, qui situe l'action municipale entre mondialisation des questions antiracistes et mémorielles et spécificités locales.

Le deuxième chapitre s'intéresse quant à lui au couple « quartiers prioritaires de la ville » et « lutte contre les discriminations » en donnant tout d'abord la parole à Julien Talpin et Naïma Charaï pour un entretien croisé qui mêle regard du sociologue et action de l'élue en matière de cohésion sociale et d'égalité. Grand angle mort des recherches en matière de ville et discriminations (Allory, 2017), la notion de santé est ici également questionnée autour des territoires prioritaires. Anastasia Meidani et Pauline Couffignal font un retour sur une recherche comparative en cancérologie, simultanément réalisée dans des quartiers prioritaires et des espaces ruraux afin de dépister ce qui fait la spécificité des éloignements de santé dans les quartiers prioritaires : est-ce l'expérience du racisme, est-ce la rareté des soins, le rapport aux soignant.e.s, au corps ?

Le troisième chapitre revient sur quelques « corps » stigmatisés dans la ville. Dans un premier article, accompagné de Chad Charasse, nous nous proposons de revenir sur les résultats d'une recherche-action menée à l'échelle d'une métropole française autour des questions de discriminations homophobes et transphobes. En les comparant aux discriminations sexistes étudiées dans la même ville, il s'agit de traduire « l'expérience urbaine » (Alessandrin, Dagorn, Charaï, 2016) des LGBTI. Le second article, écrit par Fanny Lung, s'interroge quant à lui sur l'échelle pertinente pour lutter contre la stigmatisation et les discriminations en santé mentale et propose de porter son regard sur la ville comme laboratoire d'action. Il émane autant d'une réflexion sociologique que professionnelle puisque l'auteure dirige aussi un organisme de formation pour les professionnels exerçant en psychiatrie.

L'avant dernier chapitre questionne l'habitat et la précarité au travers de la notion de discrimination. Si les concepts d'inégalités et de discriminations s'opposent parfois, le dernier étant jugé trop juridique, trop libéral ou trop individualiste, deux articles alimentent une réflexion visant à combiner les deux logiques en traitant du sans-abrisme. Le premier, intitulé « l'apport de la recherche dans le traitement public du sans-abrisme » est écrit par Renaud De Backer, et soutient la démarche,

peu développée en France, du *housing first*. Le second article porte aussi sur une absence, en ce qui concerne l'aide aux sans-abris. La question que pose Hugo Avvenire est la suivante : le critère de précarité, inscrit dans la loi comme motif de lutte contre les discriminations, peut-il faire plier les politiques locales en matière d'accompagnement et de prise en charge de ces populations ?

Enfin, il nous semblait compliqué de ne pas donner la parole à des élu.e.s qui luttent quotidiennement contre les discriminations dans leurs municipalités. Le premier article de notre dernier chapitre s'intéresse donc au diagnostic local. Co-écrit par Johanna Dagorn et Matthieu Rouveyre, il réinterroge le phénomène d'Airbnbisation des villes. Ayant pour support les données inédites d'un observatoire d'Airbnb, les deux auteurs tissent un lien inattendu entre pratiques discriminatoires, précarité et (absence de) politiques urbaines du logement. Puis nous avons interrogé des élu.e.s en charge de la lutte contre la discrimination. Comment promeuvent-ils la lutte contre les discriminations après de leurs services, de leurs collègues ? Ce regard professionnel est d'autant plus important qu'il suffit d'un exercice assez rapide sur Google pour se rendre compte que de trop nombreuses villes n'incluent pas ou très partiellement la lutte contre les discriminations. Avez-vous recherché les actions récemment portées par les villes de Marseille, de Saint- Étienne, de Nice, de Toulon ou du Havre (pour ne piocher que parmi les 20 villes les plus peuplées de France) ? La lutte contre les discriminations ne peut pas reposer seulement sur des actions associatives ou sur des personnalités éparses. La ville, en tant qu'organe politique, doit donc prendre toute sa place dans ce champ.

Bibliographie

Alessandrin Arnaud et Johanna Dagorn (2018), « Du sentiment de discrimination en QPV », *Diversités*, n° 193, pp : 59-64.

Alessandrin Arnaud, Johanna Dagorn et Naïma Charaï (2016), « L'expérience urbaine des discriminations », *Les Cahiers de la LCD*, vol. 1, n° 1, pp. 17-33.

Allory Emmanuel *et al.* (2017), « Les attentes d'usagers d'un quartier prioritaire en termes de santé : une enquête qualitative », *Santé Publique*, vol. 29, n° 4, pp. 535-545.

Amsellem-Mainguy Yaëlle, Régis Cortéséro et Emmanuel Porte (2018), « Éducation populaire et animation à l'épreuve des discriminations. Introduction », *Les Cahiers de la LCD*, vol. 8, n° 3, pp. 11-24.

Belqasmi Mohamed (2007), « La gestion du risque socio-ethnique dans le logement social », *Journal du droit des jeunes*, vol. 266, n° 6, pp. 43-47.

Bord Corinne (2018), « Introduction : Pourquoi aujourd'hui, la politique de la ville se mobilise-t-elle en faveur de la notion de droits culturels ? », *Les Cahiers de la LCD*, Droits culturels et lutte contre les discriminations, hors-série n 1, pp. 14-20.

Coignet Benjamin et Gilles Vieille Marchiset (2010), « Discriminations vécues et ancrage territorial dans les quartiers prioritaires en France. Le cas des clubs de football », *Hommes & Migrations*, vol. 1285, n° 3, pp. 134-146.

Dagorn Johanna et Arnaud Alessandrin (2019), « Femmes et déplacements : une analyse intersectionnelle », in Navarre Maud (dir.), *Genre et espace public*, Paris, L'Harmattan, pp : 173-195, 2019.

Dagorn Johanna et Arnaud Alessandrin (2018), « Sexisme(s) urbain(s) : jeunes filles et adolescentes à l'épreuve de la ville », *Enfances Familles Générations* [En ligne], mis en ligne le 17 août 2018, consulté le 3 juillet 2020. URL : <http://journals.openedition.org/efg/2725>.

Demintseva Ekaterina (2012), « Ignorer ou endurer le racisme. L'expérience vécue par les immigrés d'Afrique subsaharienne en France », *Migrations Société*, vol. 144, n° 6, pp. 9-22.

Doytcheva Milena (2016), « Usages et mésusages des catégories territoriales : les risques d'un retournement idéologique des causalités », *Les Cahiers de la LCD*, vol. 1, n° 1, pp. 58-74.

Houda Asal (2014), « Islamophobie : la fabrique d'un nouveau concept. État des lieux de la recherche », *Sociologie*, vol. 5, n° 1, pp. 13-29.

Jobard Fabien *et al.* (2012), « Mesurer les discriminations selon l'apparence : une analyse des contrôles d'identité à Paris », *Population*, vol. 67, n° 3, pp. 423-451.

Lapalud Pascale, Chris Blache et Lucie Roussel-Richard (2016), « Le droit à la flânerie. Genre et Ville », *Les Cahiers de la LCD*, vol. 1, n° 1, pp. 34-57.

Lapeyronnie Didier (2008), *Ghetto Urbain*, Paris, Robert Laffont.

Leroy Stéphane (2010), « "Bats-toi ma sœur". Appropriation de l'espace public urbain et contestation de la norme par les homosexuels », *Métropoles* [En ligne], 8, mis en ligne le 7 mars 2011, consulté le 3 juillet 2020. URL : <http://journals.openedition.org/metropoles/4367> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/metropoles.4367>

Liotard Philippe (2017), « Introduction : Exposition aux discriminations ordinaires dans les sports », *Les Cahiers de la LCD*, vol. 4, n° 2, pp. 13-24.

Lorcerie Françoise (2010), « Services publics et discrimination ethnique : la question de l'éthique », *Migrations Société*, vol. 131, n° 5, pp. 231-250.

Luxembourg Corinne (2017), « La banlieue côté femmes : une recherche-action à Gennevilliers (Hauts-de-Seine) », *Itinéraires* [En ligne], 2016-3, mis en ligne le

15 juillet 2017, consulté le 3 juillet 2020. URL : <http://journals.openedition.org/itineraires/3633> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/itineraires.3633>.

Luxembourg Corinne (2013), « Patrimonialiser, revitaliser, habiter l'industrie en ville : une question politique et sociale vivante plus qu'une simple question de renouveau urbain », *Revue Géographique de l'Est* [En ligne], vol. 53/3-4, mis en ligne le 6 juillet 2014, consulté le 3 juillet 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rge/5105>

Meidani Anastasia et Stefano Cavalli (2018), « Vivre le vieillir : autour du concept de déprise », *Gérontologie et société*, vol. 40/155, n° 1, pp. 9-23.

Meziani Yamina (2014), « Recruter les descendants de migrants en mairie : "quotas invisibles" ambivalents et reconnaissance au travail », *Revue Migrations Société*, n° 152, mars-avril, pp. 9-25.

Reichhart Frédéric et Zineb Rachedi-Nasri (2016), « L'accessibilité de 1975 à nos jours : vers une ville accessible à tous ? », *Les Cahiers de la LCD*, vol. 1, n° 1, pp. 75-90.

Talpin Julien (2016), « Une répression à bas bruit. Comment les élus étouffent les mobilisations dans les quartiers populaires », *Métropolitiques*, février [En ligne], URL : <https://www.metropolitiques.eu/Une-repression-a-bas-bruit-Comment-les-elus-etouffent-les-mobilisations-dans.html>

Touil Ahmed Nordine (2011), « Déshabiller le "racisme normalisé" », *Le sociographe*, vol. 34, n° 1, pp. 6-8.

Vidal Philippe et Mathilde Mus (2009), « Les TIC dans l'élaboration de la ville accessible : l'exemple des publics handicapés », *Flux*, vol. 78, n° 4, pp. 38-48.